

# Non, les Anarchistes ne sont pas des gangsters!

## LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 256  
VENDREDI 16 FEVRIER 1951  
LE NUMERO : 15 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE  
ANARCHISTE »

malgré la  
PRESSE DU MENSONGE  
échec de la  
MACHINATION POLICIÈRE  
dont l'instigateur est  
FRANCO L'ASSASSIN

APRÈS PERQUISITION A SON DOMICILE

### LA P. J. SE SAISIT DU CAMARADE FONTENIS

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

et ne le relâche qu'après plusieurs heures  
d'interrogatoire dans les locaux de la rue des Saussaies

La justice de classe veut assimiler  
un geste antifasciste  
au gangstérisme !

PARCE que notre camarade Fontenis (Fontenis) a accepté en 1948 d'être, en titre, propriétaire d'un avion destiné par les groupes espagnols libertaires à un attentat contre FRANCO, à Saint-Sébastien, la justice bourgeoise veut aujourd'hui assimiler notre FÉDÉRATION ANARCHISTE, au groupe des gangsters de Lyon. Il s'agit donc non seulement de se débarrasser de la FÉDÉRATION ANARCHISTE IBERIQUE, mais de déconsidérer la Fédération Anarchiste Française à l'occasion du hold-up de Lyon !

Il est vrai que notre camarade Fontenis savait effectivement à quoi devait servir l'avion et il l'a déclaré aux enquêteurs, après la perquisition, évidemment sans résultat, effectuée à son domicile. C'est précisément pour l'achat de l'appareil en question qu'il eut à rencontrer CERRADA qui, agissant alors en tant que résistant antifasciste et Fontenis ne pouvait, pas plus que la F.A.I., être tenu pour responsable de la personnalité dudit Cerrada.

Aussi bien, dès que celui-ci fut expulsé — printemps 1949 — de la F.A.I., Fontenis ne voulut rendre de compte au sujet de l'appareil, qu'aux responsables du Mouvement espagnol.

Le geste de Fontenis était donc complètement indépendant des agissements de certains espagnols exclus du mouvement et dans ces conditions, comment notre camarade pourrait-il être rendu responsable de l'affaire de Lyon, n'ayant jamais connu ni Sanchez, ni Baïlo Mato ?

La presse nous apprend que la Police de l'air avait interdit le vol de l'avion. C'EST FAUX. On nous apprend aussi que les services du Quai d'Orsay étaient au courant du raid de l'avion sur San Sébastien. Comment se fait-il alors que cette affaire — affaire considérée à l'époque comme strictement politique — ait été étouffée jusqu'à ce jour ?

C'est à cette époque qu'il fallait poursuivre notre camarade Fontenis. Mais la police s'est alors refusée à ouvrir un procès politique dont le MOUVEMENT ANARCHISTE INTERNATIONAL pouvait tirer gloire ! Elle attendait son heure, c'est-à-dire le moment où des affaires de droit commun pouvaient être artificiellement attribuées au mouvement anarchiste...

Le procédé est classique. Il s'agit manifestement d'une lamentable machination politico-policrière et notre Fédération Anarchiste est fière de l'un des siens ait assumé une semblable responsabilité. Pas un militant antifasciste ne peut condamner un tel geste !

Fontenis, en s'engageant dans une action préparée contre le bourreau de l'Espagne, n'a d'ailleurs voulu engager que lui-même et c'est à titre personnel qu'il était entré en contact avec les Résis-

tants espagnols. Mais aujourd'hui, toute la Fédération Anarchiste se dresse à ses côtés pour clamer son indignation devant les manœuvres qui consistent à rapprocher, sans l'ombre d'une preuve, un geste dont tous se glorifieraient et l'affaire de Lyon que tous condamnent.

La politique internationale des « démocraties » réhabilitant Franco, n'explique que trop, l'acharnement des enquêteurs à vouloir compromettre notre mouvement en poursuivant son Secrétaire général.

Tous nos amis, tous nos sympathisants et aussi bon nombre d'adversaires ou de personnalités étrangères à notre mouvement connaissent bien la vie de labeur et d'intégrité de notre camarade Fontenis. Ils ont déjà fait justice des calomnies de la presse à gages qui comme « France-Soir », « Paris-Press », « Ce Soir » a tenté de jeter le maximum de confusion sur cette affaire. Qu'il nous soit permis de reconnaître, par contre, l'honnêteté de certains journalistes comme ceux du « Parisien Libéré », de « Libération », du « Populaire », de « Franc-Tireur », de « Combat », qui n'ont pas craint d'apporter un peu de clarté et d'objectivité.

Il faut que, demain, toute la population fasse sentir aux juges de Lyon et aux policiers de partout, qu'elle ne tolérera pas que l'on assimile les militants anarchistes à des « droits-communs », et que soit flétri un acte révolutionnaire et internationaliste !

Dans toute la France, une vaste campagne doit être entreprise pour laver l'Anarchisme des calomnies dont on l'abreuve, nous l'entreprendront avec toute notre énergie et nous saurons montrer à ceux qui ont tenté de nous salir, ce qu'il en coûte.

LE COMITE NATIONAL  
DE LA FEDERATION  
ANARCHISTE DE  
FRANCE.

### LA VÉRITÉ SUR L'AFFAIRE DE LYON

LA PRESSE DU MENSONGE s'est acharnée, à l'indignation générale, à faire passer le Mouvement Anarchiste Espagnol pour l'instigateur de la tuerie de Lyon. La population doit, tout entière, être informée de la vérité sur cette affaire et s'associer à la protestation qu'éveille la FEDERATION ANARCHISTE DE FRANCE contre cette grossière machination.

- Les auteurs du « hold-up » de Lyon n'appartiennent pas à la C.N.T. d'Espagne en exil et ne sont membres d'aucune organisation anarchiste.
- LA C.N.T. est une organisation qui groupe, pour la France, 25.000 travailleurs espagnols dont chacun peut prouver ses ressources.
- LA C.N.T. s'est toujours élevée contre le gangstérisme et a exclu de son sein les provocateurs qui s'y étaient infiltrés pour la discréditer.
- LA C.N.T., le Mouvement Anarchiste Espagnol, condamne l'attentat meurtrier de Lyon.

#### Machination policière !

- LA POLICE, secondée par des plunitifs à gages, s'est efforcée d'impliquer dans cette affaire des milliers de travailleurs. 2.000 d'entre eux ont été appréhendés à Lyon, sans distinction d'affiliation syndicale ou politique.
- LA POLICE, faisant le jeu du bourreau de l'Espagne, Francisco Franco, arrête plusieurs membres du Comité National de la C.N.T. espagnole.
- LA POLICE tente de déclencher un courant de xénophobie dans la population française contre d'honnêtes travailleurs, adversaires affirmés du fascisme, héros de la Résistance.
- LA POLICE, enfin, contribue à la réhabilitation de l'immonde Franco en dépréciant ses adversaires les plus valeureux.

#### Elevons une protestation unanime

Tous les honnêtes gens de ce pays sauront comprendre les raisons politiques de cette manœuvre : le soutien de Franco, la servilité à l'égard de Washington, la volonté de briser l'Internationale Anarchiste !

Tous les honnêtes gens de ce pays n'hésiteront pas à dénoncer partout l'iniquité perpétrée, ils proclameront avec la Fédération Anarchiste Française, que les Anarchistes espagnols ne sont coupables que de mener la lutte antifasciste depuis les jours glorieux de juin 1936.

Tous les honnêtes gens de ce pays n'auront de cesse que les membres de la C.N.T. soient libérés et que justice soit rendue au Mouvement Anarchiste Espagnol !

#### A BAS FRANCO ET SES VALETS VIVE LE MOUVEMENT ANARCHISTE ESPAGNOL

Fédération Anarchiste de France.

## Guerre tiède et 3<sup>me</sup> Front

En Asie, la guerre se poursuit, avec des alternatives, des revirements, de brusques changements de fortune que les communiqués rédigés dans les cabinets silencieux de Tokyo dissimulent à peine.

En corée, autour du 38<sup>e</sup> parallèle, le va-et-vient des troupes en présence reflète les pressions militaires et les préoccupations diplomatiques. La nouvelle poussée chinoise risque de recommencer le désastre américain du 22 novembre dernier et de libérations en libérations, il est probable que la brillante terre coréenne se libère alors de sa population, décimée

par la faim, le froid, la mitraille, le napalm, les bombardements stratégiques dont les aviateurs ont fait la base de leur tactique.

#### GUERRE CHAUDE EN ASIE

Même appréciation pour l'Indochine : d'une part, le don récent de porte-avions américains mouillant dans les eaux indochinoises, le matériel lourd, les armes automatiques modernes, envoyées après les accords Truman-Pleven et peut-être la levée de jeunes recrues métropolitaines ; d'autre part, la création de nouvelles divisions au Viet-Minh entraînées par des instructeurs soviétiques, chinois et japonais et copieusement outillées par des trafiquants d'armes. Voilà qui révèle que la longue guerre d'Indochine n'est pas près de toucher à sa fin. Les bases stratégiques sont aussi précieuses que les terres à matières premières. Elles le sont d'ailleurs encore lorsqu'elles permettent le raccourcissement de la ligne de feu et le ravitaillement sur place de matières stratégiques.

L'Extrême-Orient, terre du colonialisme et du despotisme patriarcal, terre de famine, de populations grouillantes, terre presque vierge de tout effort d'industrialisation, l'Extrême-Orient, pôle attractif de deux tiers de la population mondiale, s'intègre par l'ampleur de son dénuement dans l'espoir de l'impérialisme bolcheviste. L'Etat veut que les Japonais oublient Hiroshima et Nagasaki contre Pearl Harbor et qu'ils ne laissent pas vides plus longtemps de tout militaire les glacieuses îles de l'Empire du Soleil Levant. Les leaders américains offrent une contribution au réarmement nippon, la protection des îles pendant la transition, la levée des restrictions sur les trusts et l'arrêt de la décentralisation des puissants consortiums japonais.

Mais comment concilier un accord stratégique nippo-américain avec les accords commerciaux naturels qui tendront à se développer avec la Chine, (Suite page 2, col. 2.)

JEUDI 8 MARS 1951  
20 h. 30 précises

## GRANDE FETE DU PRINTEMPS

au profit des œuvres de solidarité

GALA FOLKLORIQUE FRANÇAIS ET ESPAGNOL  
SKETCHES AVEC Y. DENIAUD ET R. LAMOUREUX  
EXCLUSIVITÉ "NOUVELLE-ORLÉANS":  
Mickey LARCHEY et son Orchestre du Kentucky-Club, finaliste du tournoi 1950  
ET... UNE GRANDE SURPRISE !

La location des places est ouverte 145, quai de Valmy, Paris-X<sup>e</sup>.

PALAIS DE LA MUTUALITE  
RUE SAINT-VICTOR  
Métro : MAUBERT-MUTUALITE

LES 100 FR.  
DU « LIB »...

VIVE LA F.A.I.  
ET SES HEROS !  
A BAS FRANCO  
L'ASSASSIN !

LE COMITE NATIONAL

TOUS  
aux Sociétés Savantes  
le 17 Février à 20h. 30



# CULTURE ET RÉVOLUTION

## LES LEÇONS DU COMMUNISME CHINOIS

### II. - Les facteurs modernes

#### a) MAO TSE TUNG ET LES OUVRIERS

DANS la première partie de cette étude, nous avons envisagé le rôle du Communisme chinois sous l'angle de la tradition historique. Il nous est apparu, à l'analyse, que le P.C.C. (Parti Communiste Chinois) avait triomphé essentiellement sur des bases presque purement paysannes grâce à son soutien de la réforme agraire. C'est de la même façon que les anciennes dynasties restauraient l'unité de l'Empire après chaque période de chaos, et ré-établaient la machine bureaucratique de gouvernement, et, à fait bien le dire, d'oppression. Cependant, nous avons fait d'importantes réserves, écrivant que la victoire de Mao-Tse-Tung doit être aussi envisagée comme un dépassement décisif des conditions traditionnelles de l'histoire chinoise. En effet, les anciens Restaurateurs, en accomplissant les grands travaux d'irrigation ou de construction de greniers à céréales, ne dépassaient pas le cadre économique des nécessités paysannes (1). Ils permettaient à une économie agraire primitive et morcelée de subsister. Tandis que, fait nouveau et capital, le Communisme chinois se tourne vers une industrialisation massive du pays, tendant de plus en plus à développer le prolétariat industriel et des techno-bureaucrates du type russe.

Si l'on part de cet excellent principe, qu'il faut étudier les hommes d'après leurs justifications (même de bonne foi), mais d'après leurs actes, le P.C.C. apparaît en substance et avant tout comme le parti de l'industrialisation. Peu lui importe la « justice sociale » ; ce qui compte, c'est d'arriver à industrialiser puissamment la Chine.

Nous allons donner quelques citations caractéristiques. M. Lie San, ministre chinois du Travail, déclare le 8 mars 1950 : « Les principes fondamentaux de la politique du travail du gouvernement populaire, tels qu'ils sont exposés par le président Mao Tse Tung, sont : l'accroissement de la production, la prospérité de l'économie, la sauvegarde des intérêts publics et des intérêts privés, et l'aide au travail aussi bien qu'au capital. Tels sont les principes fondamentaux de la politique économique néo-démocratique » (2). « Il faut prendre soin des intérêts des entreprises gouvernementales aussi bien que de ceux des entreprises privées » (id.). « Dans les entreprises privées, il faut s'occuper simultanément des intérêts du travail et de ceux du capital. Seule, cette façon d'agir pourra accroître la productivité de la classe ouvrière (sic) (id.). » « Pour que les ordres d'un chef d'atelier ne se heurtent à nulle opposition, il faut consulter les masses et acquiescer leur consentement. Seule, cette façon d'agir pourra éviter l'opposition des masses. C'est pour cette raison (1) qu'il faut démocratiser l'administration des entreprises de l'Etat » (id.).

On pourrait multiplier les citations, et tous les responsables du régime emploient le même langage. Il s'agit avant tout de considérer la démocratie comme un moyen d'obtenir le consentement des masses à l'accroissement de la productivité.

De même, la « protection du travail » est destinée à empêcher des conflits capital-travail pouvant nuire à la production. « Il faut éviter l'exploitation excessive des intérêts des travailleurs sans tenir compte des intérêts généraux », dit le même orateur officiel. Les intérêts généraux sont, bien entendu, ceux de l'industrialisation. « Seule une telle réajustation favorisera l'accroissement de la production... » (id.). La protection du travail consiste à « limiter l'exploitation excessive (sic) par le capitaliste » (id.).

Quelle est donc l'exploitation « excessive », et l'exploitation « raisonnable » ? Nous voyons maintenant clair. L'exploitation excessive est celle qui provoquerait le réveil des masses contre leurs nouveaux maîtres, mais l'exploitation raisonnable est celle qui permet d'industrialiser le plus vite possible, de produire le plus possible, sans atteindre le point critique de l'hostilité ouverte des travailleurs. Mettons des gants, et exploitons dans les formes, messieurs !

Chen Pa Ta, membre du Comité Central Exécutif, écrit (3) : « Le parti communiste... s'oppose fermement à l'aventurisme de gauche au sein du mouvement syndical, anarcho-sindicaliste qui consiste à relever exagérément les salaires, nuisant ainsi à la production... » « Dans certaines entreprises des conditions trop favorables (sic) ont été accordées aux travailleurs... Les travailleurs ont pu ainsi bénéficier d'un niveau de vie élevé, mais les produits fabriqués ne pouvaient être vendus en raison de leurs prix de revient trop élevés. Dans ces conditions, la production des usines ne pouvait pas être augmentée » (id.).

Mais voici que l'honorable Chen Pa Ta fustige la « déviation contraire » des « salaires uniformément maintenus à leur niveau le plus bas ». Nous voici rassurés : Chen Pa Ta entend relever le niveau de vie ouvrier dans la mesure du possible. Et il développe sa petite idée : « Aucune récompense n'est accordée à ceux qui s'efforcent de relever la production, et aucune pénalité à ceux qui dilapident le matériel ou qui sont économiquement coupables de fraudes... Il est évident qu'une telle politique nuit à l'initiative créative des ouvriers et des cadres techniques... » En somme, il ne s'agit que d'un stakanovisme aussi abject que tous les autres, le chantage à la production : « On doit établir un système de salaires progressifs basés sur le rendement, le grade des ouvriers (sic), les mérites spéciaux (re-sic)... comprenant un système de bonifications progressives » (id.). Bien entendu, on en profitera aussi pour privilégier les couches techno-bureaucratiques : « Certains camarades défendent aussi une autre politique également erronée, celle du traitement égal des ouvriers ordinaires (sic) et des techniciens... » Ah mais !

Ce très officiel porte-parole de Pékin a au moins le mérite de la franchise. Car il ne prétend pas que c'est la justice qui lui inspire ces considérations ; non : il résume bonnement : « Pour résumer le problème, tout doit être considéré sous l'angle de la production » (c'est lui qui souligne), et il ajoute :

« En appliquant cette méthode, il sera possible d'accroître la productivité d'une entreprise de 50 ou de 100 % ou même plus... »

Peut-on qualifier d'ouvrière une telle idéologie qui considère les masses ouvrières du pur point de vue de la rentabilité, comme des moyens de l'industrialisation, comme une matière première ? Certes pas. Cette idéologie, nous la connaissons bien. C'est le langage universel des classes bureaucratiques, c'est la théorie mise au point par le capitalisme bureaucratique d'Etat qui fait déferler sur le mouvement ouvrier véritable la pire menace qu'il ait jamais connue.

Nous avons vu que le gouvernement de la Chine communiste encourage les entreprises privées ; nous reviendrons d'ailleurs sur cette question. Mais à la lumière de ce qui précède, nous pouvons affirmer ceci : ce n'est pas comme défenseur d'un soi-disant « capitalisme libéral » que le gouvernement encourage le capitalisme privé, mais comme défenseur d'un capitalisme bureaucratique d'Etat qui a encore besoin des capitalistes privés parce que ses cadres techno-bureaucratiques, ses couches de gestionnaires étatiques privilégiés, ne sont pas encore au point. Une analyse des rapports des communistes et des capitalistes privés nous le confirmera.

Ce que nous voudrions esquisser en conclusion de cette partie, c'est le rôle mondial des bureaucraties dans l'exploitation de la classe ouvrière. Le stalinisme russe n'est pas un phénomène isolé. Il y a Tito, avec sa bureaucratie yougoslave, comme l'ont mis en relief la série des articles de notre ami Joë Lanen dans le « Lib » ; et indépendamment le marxiste de gauche Pierre Chautau dans la revue « Socialisme ou Barbarie ». Il y a Mao Tse Tung, comme nous venons de le montrer avec évidence. On se tromperait encore en limitant l'apparition de la réaction bureaucratique qui se réclame hypocritement de la classe ouvrière à des conditions asiatiques ou balkaniques. Le travailisme anglais, le syndicalisme U.S.A. et ses liaisons avec les technocrates trumaniens en sont une preuve. Dès lors, dans la situation française, il est

## Nous avons choisi pour vous...

**LA CHINE : Du nationalisme au communisme**, par J.-J. BRIEUX. Evolution formidable qui pèse sur le destin de l'Asie entière et modifie considérablement la balance des forces mondiales. 540 francs. — franco : 610 francs.

**L'INDE devant l'orage**, par TIBOR MENDE (nombreuses photos hors texte). L'Inde et le Pakistan sont à la croisée des chemins. Tous les problèmes sont posés : partage des terres, instruction publique, hygiène, etc., etc. Etude objective et reportage brillant. 390 francs. — franco : 460 francs.

**LE CINEMA SCIENTIFIQUE FRANÇAIS**, par D. P. THEVENARD et G. TASSEL (illustré de 104 photographes hors texte). Le cinéma prend un essor mondial au laboratoire comme à l'école. La science en mouvement et la science assise l'ont appelé à lui. 600 francs. — franco : 670 francs.

**L'EXOTISME ET LE CINEMA**, par Pierre LEPROHON. L'écran, fenêtre ouverte sur le monde. 350 francs. — franco : 420 francs.

**CHARLIE CHAPLIN**, par P. LEPROHON. 250 francs. — franco : 295 francs.

**PANORAMA DU CINEMA**, par G. CHARENOL. La première histoire du cinéma 1895-1947. 250 francs. — franco : 295 francs.

**L'INTELLIGENCE D'UNE MACHINE**. 150 francs. — franco : 195 francs.

**LE CINEMA DU DIABLE**. 175 francs. — franco : 220 francs. Deux essais sur le 7<sup>e</sup> art, par J. EPSTEIN.

**LES ENFANTS DIFFICILES**, par Hans ZULLIGER. Le but de l'auteur est de connaître l'enfant pour le comprendre et de le comprendre pour résoudre les problèmes qui se posent en lui. 390 francs. — franco : 445 francs.

**La Gérante : P. LAVIN.**

Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris-9<sup>e</sup>.

combien évident que des gens comme MM. Thorez, Duclos, et consorts, n'attendent que le moment de prendre le pouvoir et de faire « suer le burnous » chez Renault, comme dans les mines du Nord (4).

On pourrait dire, parapsant Marx : « Un spectre hante le monde ; c'est le spectre de la bureaucratie ». Certes, cette bureaucratie n'a pas partout le même aspect, mais elle joue partout le même rôle, elle a la même nature. (A suivre.) René MICHEL. (Voir le « Lib », n° 255.)

(1) Nous négligeons ici les importants courants commerciaux qui s'établissent alors avec l'étranger, parce qu'ils ont toujours été incapables de dépasser dérisoirement leur rôle purement marchand et artisanal.

(2) « Documentation française », 21 octobre 1950.

(3) Bulletin de l'Agence « New China news agency », du 26 avril 1948.

(4) L'attitude des « camarades » gaulois de la C.G.T. et du P.C.F. au lendemain de la Libération, alors qu'ils espèrent s'emparer de l'appareil de l'Etat, n'est pas pour nous encourager : « Il faut produire à tout prix... » « La grève est l'arme des trusts », etc...

## CLASSIQUES DE L'ANARCHISME

### RÉVOLUTIONS PROGRESSIVES

### RÉVOLUTIONS RÉGRESSIVES

Extrait d'Évolution et Révolution

par E. RECLUS

Toutefois les révolutions ne sont pas nécessairement un progrès, de même que les évolutions ne sont pas toujours orientées vers la justice. Tout change, tout se mue dans la nature d'un mouvement éternel, mais s'il y a progrès, il peut y avoir aussi recul, et si les évolutions tendent vers un accroissement de vie, il y en a d'autres qui tendent vers la mort. L'arrêt est impossible, il faut se mouvoir dans un sens ou dans un autre, et le réactionnaire endurci, le libéral doucereux qui poussent des cris d'effroi au mot de révolution, marchent vers une mort, celle de la mort. La maladie, la sénilité, la gangrène sont des évolutions au même titre que la puberté. L'arrivée des vers dans le cadavre comme le premier engorgement de l'enfant, indique qu'une révolution s'est faite. La physiologie, l'histoire sont là pour nous montrer qu'il est des évolutions qui s'appellent décadence et des révolutions qui sont la mort.

L'histoire de l'Humanité, bien qu'elle ne nous soit à demi connue que pendant une courte période de quelques milliers d'années, nous offre déjà des exemples sans nombre de peuplades et de peuples, de cités et d'empires qui ont misérablement péri à la suite de lentes

Ét vous aurez beau leur parler de morale ! Ceux qui ont compris cela, qui sont arrivés à conclure que la vie de l'ouvrier ou de l'employé est une imbécillité, et qui n'ont pas les moyens ou les connaissances nécessaires pour exploiter le travail des autres, haïront les épaules devant vos raisons raisonnables, et fâcheront, à leur façon, de tirer leur épingle du jeu.

Lorsque, me trouvant en prison, j'ai discuté avec certains condamnés de droit commun qui m'ont opposé ces faits, au d'autres équivalents, j'avoue que je me suis trouvé impuissant à les convaincre. Certes, parmi eux il s'en trouvait de corrompus chez qui aucun amendement n'était possible. Mais ils étaient bien, dans leur ensemble, le fruit de cette société. Ne demandez pas à tous les hommes qu'ils acceptent de vivre dans la misère et l'incertitude quand ils ont devant eux le spectacle de ceux qui vivent splendideusement. L'envie, la jalousie, le désir de jouir comme ceux qui jouissent leur luxe devant eux, ont emprunté le chemin à la minorité de ceux qui auront le plus de courage, d'intelligence, ou de ruse. Et ce qui est surprenant, c'est que ces hors-la-loi, les illégaux, ne soient pas plus nombreux.

La société actuelle engendre donc,

soit par la misère, soit par l'exemple de privilégiés et du parasitisme doré, les actes antisociaux et le parasitisme illégal, le vol illégal, le crime illégal contre lesquels elle prétend nous défendre au moyen de l'Etat. Et c'est l'Etat qui maintient cette société, quand il ne la façonne pas lui-même. Avant de parler de la façon dont il faudra combattre le délit véritable dans la société socialisée, nous posons comme principe qu'il faut commencer par détruire les causes de la délinquance en établissant un régime social dans lequel on aura supprimé non seulement la misère, mais l'inégalité qui poussera toujours une partie des non privilégiés à vouloir vivre comme les privilégiés, quels que soient les moyens par lesquels il y parviendront.

Alors, la lutte contre l'acte véritablement antisocial — la plupart des actes antisociaux actuels se font dans le cadre de la loi — se réduira d'autant plus que la structure même de la société capitaliste-étatisée favorisera admirablement ceux qui veulent se tirer d'affaire en marge du travail véritable.

Analysez le maquis des classes sociales : capitalistes, grands, moyens et petits bourgeois, rentiers, intermédiaires de toutes sortes, commerçants, hommes d'affaires, représentants, démarcheurs, entrepreneurs de toutes conditions, etc., etc... Dans cette jungle inextricable, ceux qui veulent échapper à l'obligation commune du travail utile peuvent aisément se cacher et prospérer. Il en serait différemment dans une société composée de véritables producteurs, où la multiplicité des classes et des catégories sociales n'existant pas, le contrôle de la vie parasitaire serait d'autant plus facile. Quand tous les hommes disposent de mêmes moyens d'existence, il sera difficile de vivre beaucoup mieux que son voisin en ne faisant rien, sans attirer l'attention. Aujourd'hui, cela est un fait notoire. Et cette impossibilité décourageait un grand nombre de ceux qui, maintenant, vivent dans l'illégalité.

On peut, il est vrai, nous dire que la suppression du capitalisme, cause principale des inégalités sociales, serait suffisante pour que disparaissent ce spectacle qui incite les moins nobles ou les plus hardis à se débrouiller aux dépens

des autres. Et que, dans ce cas, l'Etat pourrait subsister pour défendre la société du travail contre les inadaptables. Toute l'expérience de l'histoire nous prouve que cette hypothèse est démentie par la réalité. Non seulement l'Etat a favorisé la naissance des classes privilégiées, il a engendré leur apparition, en dehors de lui-même. Il a créé des privilèges et des privilèges, en dépouillant les peuples des pays conquis au profit d'une noblesse qu'il a fait naître, en enrichissant ses fournisseurs de guerre ou de paix, en attribuant des monopoles dont il partageait sans risques les bénéfices. Et, dans son organisation propre, il a toujours été le premier exemple d'inégalités, de hiérarchies qui, du roi ou du président de la République au maître d'école, du ministre au cantonnier, ont ressuscité ou complété l'inégalité sociale privée.

De nos jours, nous avons sous les yeux l'exemple de la Russie. Certes, nous ne pourrions jamais convaincre les pauvres fanatiques complètement étatisés qui n'ont d'ouïe et d'oreilles que pour ce que disent leurs chefs, et qui sont obstinément fermés à la vérité. Mais, heureusement, beaucoup d'autres personnes savent s'élever au-dessus des préjugés et des fanatismes partisans. Ces personnes n'ignorent pas que la Russie soviétique, actuellement régime de l'Etat par excellence, est aussi par excellence un régime d'inégalité.

De moins de cent cinquante roubles par mois à soixante mille roubles également par mois que gagnent les citoyens situés au plus bas et au plus haut degré de la hiérarchie sociale étatisée, les couches, les classes et les castes se superposent et s'enchevêtrent. Et comment voulez-vous qu'une partie de ceux qui gagnent cent cinquante, trois cents ou quatre cents roubles par mois ne débent pas — ce qui a lieu continuellement — des outils, des marchandises, des vivres, de l'argent ? Comment voulez-vous qu'il n'y ait pas de trafics, de cambriolages, et que de temps en temps, un haut fonctionnaire ne soit pas assassiné ou détourné ?

Gaston LEVAL. (A suivre)

(Voir les numéros précédents.)

## LE NÈGRE ET LE COIFFEUR

LA Loi, dans un bon nombre d'Etats américains, contient des dispositions raciales : interdiction des mariages entre « blancs » et « gens de couleur », ségrégation de ceux-ci dans des écoles, wagons, trains, restaurants, hôtels et lieux de plaisir. « Jim Crow (Jean Corbeau, sobriquet donné aux noirs des Etats-Unis).

Cela s'ajoute des mesures que la loi ne reconnaît pas mais qui émanent des populations elles-mêmes, en particulier des « blancs » les plus incultes et les plus arriérés. C'est de la « pression populaire » que résulte dans le Sud l'impossibilité pratique pour les « gens de couleur » de participer à la vie publique, d'exercer certaines professions, de fréquenter des femmes blanches, etc... D'où, également, les lynchages « spontanés » et les verdicts monstrueux de certains jurys comme naguère à Scottsborough et tout récemment à Trenton. Les promesses de Roosevelt et de Truman, renouvelées toutes les fois que l'Oncle Sam a eu besoin du sang de Jim Crow sur les champs de bataille, restent ici lettre morte.

Seul le courage individuel du « nègre » qui ose secouer le joug absurde, et la sympathie agissante des blancs épris de justice, peuvent réaliser un progrès réel, conquis et maintenu pied à pied. Et c'est grâce aux violations systématiques du tabou racial par des êtres évolués, que recule peu à peu le préjugé qui fait de la couleur de la peau ou de l'angle facial d'un homme la mesure de son humanité.

Voilà l'histoire d'une de ces protestations, suivie d'effets dont tout anarchiste ne pourra que se réjouir. Elle est tirée d'une lettre d'Amérique reçue par le Cercle Libéraire des Etudiants de Paris :

L'Etat de l'Illinois, au nord des U.S.A., possède un « Statut des Droits civils » qui garantit l'égalité aux citoyens américains « sans distinction de couleur ou de race ». Il existe dans la capitale de cet Etat, à Chicago, un certain Roosevelt College, établissement universitaire d'avant-garde, comprenant une section des Beaux-Arts. Là se trouve, entre autres services communs, un « salon de coiffure » à l'usage des étudiants et étudiantes.

Au mois d'octobre dernier, l'étudiant afro-américain Joffre Stewart se présenta pour la troisième fois dans ce barber-shop et, pour la troisième fois, le coiffeur du College refusa de couper les cheveux à ce nègre. Joffre Stewart eut alors l'audace de s'emparer d'un siège et de s'y maintenir malgré les clameurs du merlan, représentant de la race élue. La police fut alertée, Arrêté et condamné à cent dollars d'amende pour « résistance à l'autorité », Stewart refusa de payer et fut enfermé dans une maison de correction pour y subir la contrainte par corps à raison d'un demi-jour de prison par dollar. Il déclara la grève de l'immobilité et de la faim.

C'est alors que ses camarades étudiants s'émeurent et que, par l'organe de leur journal intérieur, le Roosevelt Torch, fut ouverte une vaste souscription parmi les quatre mille sept cents élèves et les trois cents professeurs du Collège, afin de payer l'amende et de rendre Stewart à ses études d'artiste.

Mais, dans le Roosevelt Torch du mois suivant, parut une lettre magnifique de Stewart exposant les motifs profonds que l'étudiant noir faisait valoir pour critiquer la forme revêtue par la solidarité de ses condisciples et de ses maîtres. Il écrivait, entre autres :

« En refusant de marcher ou de manger, j'ai agi selon mes principes de non-coopération avec l'Etat. L'Etat, c'est la violence sous son aspect constitutionnel, ou, plus simplement, la contrainte par un groupe d'hommes armés, oppression qui ne se maintient que parce que les gens lui accordent leur consentement. C'est donc en déniaut aux relations politiques l'appartenance à sa propre vitalité, c'est en refusant loyalement son allégeance à l'Etat et en pratiquant l'insubordination chaque fois que l'Etat prétend empêcher sur son existence, c'est en boycottant le fisc et le service public soit comme soldat soit comme fonctionnaire, que l'individu est à même de désorganiser la contrainte et de l'exclure de la société. L'homme ou la femme qui participe à sa propre exploitation et prend une responsabilité dans l'oppression d'autrui.

« Je ne désire pas que l'on paie l'amende à ma place, ce qui serait encore contribuer au mal social. Si j'avais cru de mon devoir de payer l'amende, je me serais bien arrangé pour le faire sans qu'il soit besoin de canaliser toute l'activité d'une communauté comme Roosevelt College afin de me tirer de prison. Ce qui m'importe davantage, c'est le principe de la ségrégation ; et il s'agit, dans le cas particulier, de la ségrégation raciale pratiquée par le coiffeur de la section des Beaux-Arts à Roosevelt College.

« S'il doit y avoir un fonds créé en mon nom, je souhaite qu'il ne soit pas nommé Joffre Stewart Memorial Civil Rights Funds comme l'on me le propose. Adopter ce titre serait travestir mes convictions. Quiconque se réclame des droits du citoyen, accepte du même coup l'Etat avec toutes ses conséquences de guerre, de contrainte, d'exploitation, etc. ; pour ma part, je n'accepte pas la discrimination entre étrangers et non étrangers que comporte l'idée de citoyenneté. Je réclame seulement des droits humains ; et je ne formule aucune exigence quant à l'emploi des fonds recueillis. »

On ne voit pas ce qu'un commentaire quelconque pourrait ajouter aux actes et aux déclarations de Joffre Stewart. Son chemin est celui de l'objection pratique devant laquelle l'opinion s'ébranle tôt ou tard. C'est celui de Rosendo Costa, de Pierre Ferrua, de Philippe Vernier et de tant d'autres. Et il y joint la plus grande clarté quant à la formulation théorique de cette objection.

A. P.

# "VICTOIRE" OUVRIÈRE EN ALLEMAGNE

LES journaux nous ont appris récemment qu'une grande réforme venait d'être promulguée en Allemagne occidentale et France-Tier dans son numéro du samedi 3 février, entonnant un chant de triomphe à la gloire de cette grande « conquête » de la classe ouvrière allemande et qui doit « servir d'exemple aux autres peuples d'Europe ».

De quoi s'agit-il ? Les ouvriers des grandes entreprises minières et sidérurgiques du bassin de la Ruhr ont obtenu une participation égalitaire à la gestion des dites entreprises. Dans tous les établissements occupant plus de mille ouvriers, ceux-ci seront représentés à égalité avec les actionnaires dans les Conseils d'administration.

A première vue, nous serions tentés d'applaudir et de considérer cet événement comme une conquête révolutionnaire, comme une première étape vers la prise totale des instruments de production par la classe ouvrière, c'est-à-dire vers la socialisation réelle de l'économie.

Aussi, serions-nous tout prêts à nous réjouir de cette brèche ouverte dans la forteresse capitaliste, si les circonstances mêmes dans lesquelles se sont déroulées les phases du combat, les incidents qui les ont émaillées et le climat qui a présidé à leur conclusion ne nous inspiraient une grande défiance.

Depuis plusieurs mois, les ouvriers de la Ruhr menaient cette bataille pour la co-gestion. Inutile de préciser que le patronat opposait à cette revendication une attitude intransigeante de refus. Si bien que l'effervescence ouvrière croissait lorsqu'un événement venait la porter à son paroxysme.

Le chancelier Adenauer, pris comme arbitre, opposa un veto formel à la revendication de la co-gestion.

Dès lors, la grève paraissait inévitable lorsque, brusquement, se produisit un coup de théâtre : le haut commissaire américain en Allemagne occidentale, Mac Cloy, intervint, mis son veto au veto du chancelier et, à la surprise générale, accorda pleine et entière satisfaction aux ouvriers.

La bataille de la co-gestion était gagnée. Mais dans quelles conditions ? Grâce à l'appui du représentant officiel du grand capitalisme américain ! Voilà pourquoi nous considérons cette « victoire » avec défiance. Car à qui ferait-on croire que Mac Cloy et, par-delà lui, ses maîtres, les capitalistes américains se seraient mués en socialistes ? Pourquoi ces hommes qui, dans leur propre pays, se seraient irré-

ductiblement opposés à une telle réforme, l'imposent-ils dans les territoires occupés de l'Allemagne occidentale ?

Il y a là une apparente contradiction. L'explication, pourtant, nous paraît simple. La voici : le bloc occidental, c'est-à-dire l'Amérique et ses satellites, se sont lancés dans une frénétique course aux armements. Or, dans cette course aux armements, le riche bassin minier et sidérurgique de la Ruhr — cet étonnant arsenal qui permit à Hitler de réarmer l'Allemagne en quelques années — représente une carte maîtresse. On peut même affirmer que, sans la Ruhr, il n'est pas de réarmement européen possible. Or, la classe ouvrière de la Ruhr, qui conserve le sinistre souvenir de ses villes et de ses habitants écrasés sous les sauges bombardements américains, montre fort peu d'enthousiasme à se voir entraîner dans un nouveau conflit ; il fallait donc trouver un stratagème pour l'encourager et la décider à participer à la préparation de la nouvelle tuerie.

La revendication de la co-gestion allait fournir ce stratagème. En lui accordant cette réforme, les Occidentaux espèrent gagner à leur cause la classe ouvrière allemande et l'inciter à une production accrue dont profiteront les capitalistes... et très peu les ouvriers !

Car le bassin de la Ruhr, même avec la participation ouvrière à la gestion, restera sous le contrôle du capitalisme américain... et la « protection » de ses mitrailleuses. De sorte que les ouvriers n'accéderont à la gestion que pour endosser la responsabilité de la présente course aux armements.

Le stratagème est habile. Et, d'ailleurs, pour mieux l'illustrer, à l'heure même où il donnait apparemment satisfaction aux revendications gestionnaires des ouvriers de la Ruhr, Mac Cloy prenait une autre décision : celle de remettre à libérer en lui restituant l'intégralité de ses biens, le grand exploitateur de ces mêmes ouvriers, le magnat Krupp.

Par là, Mac Cloy et avec lui l'Amérique, ont voulu rassurer le capitalisme allemand sur ses intentions réelles et lui donner toutes garanties comme tous apaisements sur le caractère provisoire d'une réforme aux apparences révolutionnaires, qu'on s'applique habilement par ailleurs à rendre inefficace.

Aux ouvriers allemands de comprendre la manœuvre et de ne pas tomber dans le piège.

FAYOLLE.

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

## L'Etat-Patron assassine 11 mineurs

LE 7 février, dans le montage 38, étage 579 de la fosse 5 bis de Bruay, un coup de grisou a fait 16 victimes. Onze d'entre elles ont trouvé la mort !

Une odieuse comédie avec discours, « Marseillaise » et condoléances à la Direction des Houillères eut lieu les jours suivants.

La colère et l'écœurement de tous les mineurs devant ces cérémonies officielles ne doit pas céder la place au découragement.

Camarades Mineurs ! Onze des vôtres sont tombés sous les coups de l'Etat patron. Il faut réagir ! Il dépend de vous tous que de tels hécatombes ne se produisent plus aussi fréquemment.

Une action collective et concertée peut conquérir la réorganisation des Mines, le respect des mesures de sécurité, des salaires qui vous permettent de ne pas succomber au cours de votre travail sous le poids de la fatigue et du découragement.

Camarades Mineurs ! C'est votre vie qui est en cause, il faut d'urgence passer à l'organisation de cette action.

La Fédération Anarchiste tout entière soutiendra votre combat.

## En pays minier

# IL EST ENCORE TEMPS D'AGIR !

ON ne sait pas si les mineurs feront grève et rien ne permet d'affirmer que le gouvernement lâchera du lest !

Cependant, si la grève avait eu lieu, les stocks de charbon étant épuisés en quelques jours, les chemins de fer étaient dans l'obligation de cesser tout trafic faute de combustible, certaines industries-clés auraient été immobilisées !

Mais si les pourparlers engagés entre F.O. et C.F.T.C. d'une part et le gouvernement de l'autre n'apportent, selon toute probabilité, pas grand chose à la corporation minière, ces pourparlers auront eu le mérite de dessiller les yeux des mineurs sur le rôle joué par F.O. dans cet échec ! Notre première réaction à l'annonce de la suspension de l'ordre de grève, que F.O. acceptait les pourparlers sur de nouvelles aumônes, fut de penser que F.O. manquait de souffle, que F.O. avait peur d'engager l'action. En examinant attentivement les événements antérieurs, il faut convenir que l'action de F.O. n'a pas été engagée par les dirigeants mais impulsée par la base et le mécontentement grandissant des travailleurs de la mine. Pour éviter que d'autres se servent de ce mécontentement, il fallait agir ! Par un semblant d'action, il s'agissait de regagner la sympathie des mineurs que F.O. avait perdue aux grèves de 1948 à cause de son attitude, d'effacer de la mémoire des mineurs l'échec de cette grève, d'attirer cette sympathie pour une fois de plus endormir et berner les mineurs, détruire la combativité de cette corporation, combativité qui grandissait de jour en jour...

Permettant au gouvernement de gagner du temps, car les stocks sont épuisés et l'apport du charbon étranger insuffisant, aggravé par la menace de grève des mineurs de la Ruhr, atout maître permettant de la part des mineurs une action rapide et bien menée qui obligerait le gouvernement à céder plus qu'elle n'en accorde maintenant, F.O. et C.F.T.C., se sont une fois de plus révélés sous leur vrai visage.

Le sursis accordé au gouvernement par les pourparlers et sans aucun doute, l'aumône qu'il va nous allouer va être préjudiciable à la corporation du fait que le gouvernement va alerter l'opinion publique en augmentant le charbon, source de nouvelles misères pour les autres travailleurs, prétextant l'augmentation des salaires accordée aux mineurs, et empêchant par ailleurs, toute nouvelle action de ces derniers, lorsqu'ils s'apercevront qu'ils ont été bernés une fois de plus ! Cette manœuvre aura donc servi à couper les ponts entre les travailleurs de la mine et ceux des autres corporations !

Mais il y a plus : l'augmentation accordée ne sera que sur le papier. Dans certains puits les prix à la tâche ne sont plus respectés depuis que les pourparlers sont engagés pour l'augmentation des salaires. Pour la même tâche qu'avant le 1<sup>er</sup> décembre 1950, certains ouvriers se sont aperçus que leurs billets de comptes, qui leur sont remis journellement, avaient subi des modifications avec une baisse variant entre 100 et 150 francs par jour. Par ce fait même, il ressort que cette fausse augmentation n'aura pas d'incidence sur le prix de revient du charbon. Une fois de plus le mineur sera Gros Jean et les dirigeants F.O. auront manœuvré dans les intérêts de leurs amis du gouvernement.

Que va faire la C.G.T. ? va-t-elle dévoiler la manœuvre de F.O. et prendre la direction des opérations à son profit ? C'est peu probable, car avec les volte-faces qu'elle a opérés par le passé, elle a perdu la confiance de la majorité des travailleurs du sous-sol. Tenter une action qui ne serait pas suivie équivaudrait à un aveu du peu de force que la C.G.T. a encore dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais. Elle va se contenter d'appels stériles...

MINEURS ! ne vous laissez pas endormir par de vagues promesses, par une nouvelle aumône qui, en réalité va se chiffrer par une baisse de votre pouvoir d'achat par suite du jeu de hausses incessantes. Le gouvernement a peur d'une action énergique de votre part. Cette action, n'hésitez pas à l'engager immédiatement, le climat n'a jamais été aussi favorable. Aux propositions dérisoires du gouvernement, répondez par la grève gestionnaire, exploitez vous-mêmes l'extraction du charbon dans vos puits, qui seule peut vous donner un standard de vie décent !

Georges LAUREYNS.

## Revue de la Presse Syndicale

### CHEZ LES AUTONOMES

« La route de la paix passe par le pain », titre « Le Métallo Autonome » dont nous reproduisons la déclaration de principe.

« La Fédération des Syndicats autonomes des Métaux, fidèle à la tradition ouvrière française et internationale, déclare son attachement profond à la paix. Elle dénonce l'attitude parasitaire des grandes centrales syndicales qui trahissent les aspirations des travailleurs en

soutenant les idéologies des blocs antagonistes selon leurs préférences politiques. Les travailleurs ne peuvent pas s'associer avec l'un des blocs contre l'autre ; ils ne peuvent que s'unir avec les travailleurs du monde entier pour la paix.

« Les faux apôtres de la paix, en se faisant les apologistes de l'un ou de l'autre bloc, ont, en fait, déjà choisi la guerre. Ils acceptent, au nom d'une liberté éphémère pour les travailleurs, des

conditions inhumaines d'existence. Ce que veulent les travailleurs, c'est l'amélioration constante de leurs conditions de vie, ce que ni les régimes totalitaires, ni les régimes capitalistes ne peuvent leur apporter. C'est pourquoi la Fédération Autonome des Métaux réitère son appel à l'union des travailleurs au sein d'une organisation nouvelle, essentiellement démocratique, afin d'assurer et d'améliorer leurs conditions de vie, de sauvegarder la paix et la liberté. »

Si nous ajoutons à ces déclarations cette phrase extraite de l'éditorial du même journal :

« Nous savons que, tous unis, nous allons continuer à gravir la pente en haut de laquelle se trouve l'expérience gestionnaire, la véritable émancipation des masses laborieuses, telle que nous le concevons... »

Nous ne pouvons qu'approuver nos camarades autonomes pour lesquels la lutte contre la guerre se livre sur le terrain social — dès maintenant — en dehors d'un quelconque choix, pour l'une ou l'autre des forces d'exploitation.

### CHEZ FORCE OUVRIERE

Rose Etienne, elle, a choisi. Rejetant l'utopie neutraliste, elle appelle à la rescousse la motion ambiguë du dernier congrès de F.O. Puis elle ajoute :

« Est-ce que cela veut dire que les militants qui ont voté ce texte sont des bellicistes ? Il serait odieusement ridicule de le prétendre. Cela veut dire que la C.G.T.-F.O. est pour les opprimés, contre les oppresseurs d'où qu'ils soient. Cela veut dire aussi que la neutralité est une position à laquelle l'instinct adhère, mais à laquelle le raisonnement s'oppose. Aussi pacifiste soit-on, il est des évidences qui crévent les yeux. Qu'est la guerre de Corée ? Que serait demain un conflit mondial, sinon le heurt entre deux blocs antagonistes séparés par une définition et une pratique différente de méthodes de gouvernement ? » (« F.O. » 25-1-51).

Où l'honorable Rose Etienne veut-elle en venir ? Son argumentation est fort peu probante. Si d'une part elle rejette le neutralisme, et que, d'autre part, elle admet que le prochain conflit mondial opposera deux blocs différents quant aux méthodes d'exploitation ? Que ne donne-t-elle pas, alors, la solution qui s'impose : la lutte constante contre chacun de ces blocs. Si Rose Etienne ne le fait pas c'est qu'elle a choisi. Mais alors qu'elle le dise franchement, qu'elle n'essaie pas de baisser les yeux...

## LE COMBAT PAYSAN

POUR que vive le « Libertaire », pour qu'il devienne un grand journal de tous les travailleurs, qu'il pénètre jusque dans nos campagnes, même les plus reculées. Pour la Paix dans la Justice et la Liberté, je participe à la campagne de souscription du « Libertaire ». — Vive le « Lib » !

### DU FOND DE NOS CAMPAGNES « UN PAYSAN LECTEUR ».

### LE STATUT DU FERMAGE

Cela fait trois mois que chaque vendredi l'Assemblée nationale est en discussion pour modifier le statut de fermage et du métayage. Au train où vont les choses, cette discussion sera terminée à la Saint-Glinglin. Mais déjà on peut savoir que les députés se mettent d'accord pour établir le prix des baux ruraux à un taux satisfaisant pour les gros propriétaires. Les petits propriétaires non-exploitants, qui se sont retirés du travail de la terre pour cause de vieillesse et ont laissé leur terre en fermage pourront peut-être vivre moins difficilement, mais fermiers et métayers ne verront leur sort amélioré pour autant.

Mais chaque vendredi, la terre nourrit ses députés et l'Assemblée nationale...

### DEUX POIDS, DEUX MESURES

En France, il arrive que l'ouvrier agricole ait des enfants. Pour cela il touche un bas salaire et des allocations familiales.

En Algérie, il arrive que l'ouvrier agricole ait aussi des enfants. Pour cela il touche 200 fr. par jour et n'a pas droit aux allocations familiales. Il est vrai qu'on peut toujours vivre de l'air du temps !

### ON JUGE DANS LES BASSES-PYRENEES

Que fait un propriétaire qui veut vendre sa ferme ? Il fait passer son fermier devant un tribunal afin de faire réviser le bail et pouvoir ainsi vendre au plus offrant.

C'est ce qui s'est passé au tribunal paritaire de Lembeye où a été prononcée la résiliation du bail à ferme de M. Gat, fermier, sans motifs valables.

Ainsi M. Gat ne pourra bénéficier du droit de préemption et se porter acquéreur de la terre qu'il aura longtemps cultivée.

Après un tel exemple on peut s'étonner de voir le Congrès départemental des fermiers de traux de Saône-et-Loire se prononcer, le 2 février, « pour le maintien des tribunaux paritaires ».

Un tribunal est un tribunal, fût-il paritaire.

M. Waldeck-Rochet, député stagiaire de Saône-et-Loire, qui assistait à ce banquet, aurait pu dire au moins cette petite vérité. Il est vrai que de la part d'un soldat du maréchal Staline cette vérité n'était pas très bonne à dire !

### SAISIE DE MOBILIER EN DORDOGNE

Pas un gendarme, pas un huissier ne s'est montré à La Palisse chez M. Mutin ni chez M. Lebat, où devait s'effectuer la saisie de mobilier, le 2 février.

« Si tu veux être respecté, montre ta force » était la vérité de La Palisse ce jour-là où 250 paysans attendaient tranquillement la venue de « ces Messieurs des Pouvoirs publics ».

Force n'est donc pas restée à la loi.

### ECHANGE BLE-PAIN A SAINT-AULAYE

A Saint-Aulaye, en Dordogne, les exploitants agricoles ont nommé une commission de cinq membres qui traitera avec les boulangers de la région pour un échange ble-pain sur la base de 65 kilos de pain pour 30 kilos de blé.

En cas de refus des boulangers, les exploitants agricoles envisageront la création d'une coopérative de boulangerie.

### LES PIEDS DANS LE PLAT DE LENTILLES

Le consommateur paie environ 150 francs pour acheter un kilo de lentilles d'Argentine.

Cette année, les producteurs de lentilles de Seine-et-Oise ne trouvent pas acheteurs à 60 fr. le kilo.

Pourquoi ?

Parce que la politique gouvernementale et la politique des gros intermédiaires sont une seule et même politique. Ecraser le producteur et le consommateur au bénéfice des importations de matières ou de matériel stratégiques.

### ACTION DIRECTE EN CHARENTE

Dans le dernier numéro du « Libertaire », nous mentionnons que les cultivateurs du sud-charentais s'étaient réunis chez M. Arnouilh, à Guizegard, pour empêcher une vente-saisie.

150 cultivateurs environ étaient présents pour s'opposer à l'huissier, malgré une pluie battante. La vente-saisie n'a pas eu lieu.

### ...ET EN SAONE-ET-LOIRE

Même acte de solidarité de la part de 100 cultivateurs, à Sennecey-le-Grand, qui ont empêché une vente-saisie d'avoir lieu chez le fermier Claude Lolsy.

### CHEZ LES CEGETISTES

Après avoir commenté les magnifiques résultats de la campagne des signatures contre le réarmement allemand, le « spirituel » Daniel Bongars, dans « Le Peuple » (7-2-51) en arrive à la saïne auto-critique :

« Malgré les résultats qui nous parviennent des entreprises, on a pourtant l'impression d'une certaine lenteur se produisant, et cela par suite du manque de discussion. Non seulement nous devons l'accepter, mais la provoquer et il apparaît que, souvent, nos cadres syndicaux manquent d'arguments. C'est vrai, que les travailleurs honnêtes sont contre le réarmement de l'Allemagne. Mais il nous faut les convaincre de la nécessité de notre campagne... Pour les entreprises on préfère signer par listes de pétition, c'est bien ; mais il faut que chaque travailleur, en signant, y associe sa famille, le vote est familial, il ne faut pas l'oublier... »

A. PICARD.

### LA SEMAINE PROCHAINE : Pourquoi nous défendons les Paysans.

## I. — L'affaire des logements

UNE des revendications secondaires déposées par F.O. à la direction des H.N., nous paraît justifiée : celle qui réclame la construction d'habitations ouvrières, les ouvriers mineurs étant logés dans des locaux trop petits ou malsains.

Mais pourquoi F.O. ne dénonce-t-elle pas, l'occupation de locaux appartenant aux H.N. par les curés et pourquoi F.O. n'exige-t-elle pas l'expulsion de ces parasites ?

Pourquoi F.O. ainsi que la C.G.T. ne se sont-ils jamais élevés contre ces abus, alors qu'ils ont permis l'expulsion de veuves de mineurs et d'ouvriers licenciés ?

J'ai déjà mené une campagne contre ces abus dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais, ce travail a été fait par tract. Cette fois encore, je m'efforce énergiquement pour dévoiler ces faits, car il est avéré que dans certaines localités les H.N. ont mis à la disposition des curés, des logements de 8 et 10 pièces : Certaines pièces ont été transformées pour en faire des salles de réunions, patronages et pour l'étude du catéchisme ; dans le jardin des chapelles ont été construites permettant certains cérémonies du culte. De plus, ces locaux sont choisis parmi les maisons les plus saines et les mieux situées. Enfin, des ouvriers entretiennent régulièrement ces locaux et parfois même entretiennent le jardin, Gabegie de plus à l'actif des nationalisations !

dernier devait rester à sa place et près de son église... Les cégétistes sont mes amis, il me donnent leurs enfants à baptiser et me les confient au catéchisme... Ce ne sera pas difficile de citer tous ceux qui ont recourus à mes services. Il me suffit de communiquer mes registres de baptêmes, communions, mariages.

Cet aveu du curé de Liberbourg, démontre une fois de plus le rôle néfaste que joue la C.G.T. communisante, elle est complice du bourrage de crâne des enfants par le clergé. Que l'on est loin de la déclaration de Lénine : la religion c'est l'opium du peuple ! Que font mes camarades de base, libres-penseurs, appartenant aux syndicats C.G.T. et F.O. ? Qu'at-

## II. — Le « Château des Mineurs »

UNE nouvelle infamie à l'actif des Houillères nationales a pour cadre la coquette station de la Nanouille, près de Cannes. C'est dans cette localité en effet que se trouve un centre de repos des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, où, toute l'année, 400 mineurs et leurs familles venaient tous les quinze jours se reposer.

Mais ne voilà-t-il pas, alors que l'on refuse aux travailleurs de la mine le paiement équitable de leur travail, que l'on décide de fermer le « Château des Mineurs » ? M. Menier, chef du personnel des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, est en effet arrivé à la Nanouille, a conféré avec le directeur du centre et a enfin révélé qu'une fermeture de trois semaines avait été décidée, sous prétexte que les crédits affectés au centre auraient été dépassés de 8 millions, ce qui est erroné.

La-dessus, la question fut posée au personnel du château, de l'entretien pendant la fermeture, après que M. Menier ait décliné la proposition faite récemment d'aménager le centre pour l'accueil de 500 mineurs tous les 15 jours.

On apprit que la direction des Houillères avait décidé le licenciement arbitraire de deux membres du personnel, mais le personnel uni a fait, comprendre à M. Menier qu'il refusait de telles mesures et n'acceptait pas la fermeture de cette conquête des mineurs, comme cela a été fait à Venise et a décidé de continuer son action pour que la fermeture soit diminuée et qu'aucun licenciement ne soit effectué. Un délégué s'est rendu à Lens, où il a pris contact avec le syndicat des mineurs afin que les mineurs et le personnel hôtelier déterminent les mesures à prendre.

Il importe de faire connaître l'inique décision des Houillères nationales à l'encontre de ce centre de repos qui est une réalisation des Comités d'entreprise des Houillères, et une belle réalisation, mal-

heureusement unique et qui ne pouvait pas permettre à tous les mineurs d'en profiter. Comment se fait-il alors que ce soit l'employé du patron qui vienne fermer la maison et licencier une partie du personnel ?

Nous pensons qu'il s'agit d'un manque de vigilance du Comité d'entreprise ou trahison de sa part.

Quoi qu'il en soit, il importe d'organiser la contre-offensive tant en pays minier qu'en Provence.

JOS. RENEUE.

Paris-XVIII<sup>e</sup> LOUISE-MICHEL

Dimanche 4 mars

En matinée, à 16 h. 45

Le Groupe organise au profit de son Comité d'entraide

Salle Trétaigne, 7, rue de Trétaigne Métro Joffrin

UN GRAND GALA ARTISTIQUE

avec les concours des meilleurs artistes de la scène parisienne et de l'écran

Retirer cartes d'entrée 7, rue de Trétaigne chez les militants du groupe ou à l'entrée

SOIREE DE VARIETES

suivie d'un GRAND BAL DE NUIT

organisé par la 2<sup>e</sup> U.R. de la C.N.T.

LE SAMEDI 24 FEVRIER 1951 à 20 h. 45

Salle Susset, 206, quai de Valmy METRO : JAURES

avec le concours de RENE PAUL et DE LEO CAMPION chansonniers, assistés de nombreux artistes et de danseurs

Orchestre « DIAMANTE AZUL » sous la direction du maestro SALVADO Tombola gratuite avec nombreux lots BUFFET - BAR

POUR LES INVITATIONS s'adresser au bureau du « Libertaire »

REDACTION-ADMINISTRATION

Etienné Guillemau, 145, Quai de Valmy Paris-10<sup>e</sup> C. C. P. 5072-44

FRANCE-COLONIES

1 AN: 750 FR. — 6 MOIS: 375 FR.

AUTRES PAYS

1 AN: 1.000 FR. — 6 MOIS: 500 FR.

Pour changement d'adresse joindre 25 francs et la dernière bande